

1

Mettre fin à dix ans de droite ultra-libérale en Europe. A l'image de son candidat Jean-Claude Juncker, soutenu par l'UMP, la droite européenne met en concurrence les économies, les territoires, les salariés ; elle ouvre l'Europe à la puissance frénétique des marchés; elle ne se fixe aucune ambition de croissance, d'emploi ; elle n'investit pas pour préparer l'avenir et un développement durable.

Instaurer un salaire minimum européen pour empêcher la concurrence déloyale. Que les travailleurs puissent travailler librement dans les autres pays de l'Union est une chance, mais qui ne doit pas faire rimer opportunités avec précarité : l'absence ou l'insuffisance de salaires minimum en Europe met en concurrence les Etats, leurs entreprises et leurs salariés. Il faut donc imposer un salaire minimum européen pour limiter le dumping social et accroître la justice sociale parce que ce sont les valeurs de l'Union que nous défendons.

2

3

Garantir le droit à l'avortement partout en Europe. La droite européenne refuse toujours aux femmes le droit à disposer de leur corps. Les députés de droite ont mis en échec chaque texte qui permettrait de reconnaître et garantir ce droit en Europe. Pour les socialistes, l'avortement est un droit fondamental : rien ne doit porter atteinte à l'accès des femmes à leur autonomie, à leur choix de vie, à leur liberté. Nous demanderons l'inscription du droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux pour que celui-ci devienne un droit garanti dans tous les pays de l'Union européenne.

Choisir démocratiquement le président de la Commission européenne. Le 25 mai, par notre vote, nous avons une chance historique de réorienter l'Europe. Si les socialistes arrivent devant les conservateurs, Martin Schulz sera le nouveau président progressiste de la Commission européenne.

4

5

Faire payer les impôts des entreprises dans le pays dans lequel elles exercent leurs activités. Certains géants industriels, comme Google, ne paient pas les impôts dont ils devraient s'acquitter dans les pays où ils développent des activités. Ils sont passés maîtres dans l'art d'éviter toute imposition. Nous voulons une action coordonnée au niveau européen pour faire participer par leur impôt les géants industriels aux financements des dépenses publiques. Nous nous attaquerons par ailleurs au secret bancaire dans l'UE et dans le monde dans sa globalité.

**CHOISIR
NOTRE
EUROPE**
